

Banane

Marché européen

Que la fête continue !

Pour l'instant, tout va bien. La consommation est plutôt bien orientée en ce début 2017. Les aléas climatiques font leur travail de sappe de l'offre mondiale et les prix import ont enfin retrouvé quelques couleurs après 14 semaines de régime sec. Alors, que la fête continue et que les lendemains chantent !



© Denis Loelliet

Siim
Société
Internationale
d'Importation

WWW.SIIM.NET



Beautiful
Banana



L'expertise du producteur et
du mûrisseur

Vertes ou mûries avec soin, nos bananes Selvática d'Equateur certifiées Rainforest Alliance, mais aussi Bio et Fairtrade, sont produites dans le respect des meilleures pratiques agricoles, sociales, et environnementales.

PRODUCTEUR - IMPORTATEUR - MÛRISSEUR - DISTRIBUTEUR



ecuador
ama la vida



SIIM - Plateforme de mûrissage - MIN Rungis
Bâtiment C3 - C5 - D2 / 2 rue de Perpignan
Fruileg CP 60431 / 94642 Rungis Cedex / France
T. +33 1 45 12 29 60 / F. +33 1 45 60 01 29
Email : dibra@siim.net



Si on pouvait parler d'une année de transition pour le bilan prix 2016 (**FruiTrop** n°246), on parlera d'une année sans tendance générale en ce qui concerne le bilan des volumes commercialisés. En effet, les différents marchés mondiaux tournent la page de l'année 2016 dans le désordre. D'un côté, l'immense zone que constituent l'Europe à 28 et la Russie se caractérise par une très nette augmentation de la consommation. De l'autre, les États-Unis, le Canada et le Japon affichent un bilan 2016 très mitigé, avec des importations nettes qui, au mieux, stagnent et une consommation nette par habitant qui flanche.

Ce sont deux pièces d'un même marché international estimé à plus de 18 millions de tonnes, et dont l'offre progresse de manière régulière depuis plusieurs décennies. Pour l'instant, tout va bien. Le marché communautaire et — bonne surprise en 2016 — le marché russe absorbent des quantités comme jamais. La preuve, l'UE-28 a consommé plus de 6.1 millions de tonnes en 2016, soit un taux de croissance annuelle de 4.5 % ! Ce sont plus de 260 000 t supplémentaires qui ont trouvé le chemin des estomacs, déjà bien remplis, des Européens. Si l'on ajoute à cela les erreurs de déclaration en douane (certains parlent même de fraudes au droit de douane) qui portent sur 45 000 t de bananes rebaptisées plantains (cf. encadré), l'UE a importé près de 300 000 t de plus en 2016. C'est la progression la plus forte depuis 2014 et cela à périmètre constant (à 28 États membres). Depuis 2012, le volume additionnel culmine à près de 900 000 t ! Comment parler encore pour ce secteur d'un marché sans relief, sans ressort, atone ou amorphe. La consommation par habitant a atteint en 2016 le chiffre inespéré de 12 kg !



© Régis Domergue

Plantain : du rifi en douane

Faire passer des vessies pour des lanternes, ce n'est pas nouveau. C'est, dans tous les cas, l'appât d'un gain supérieur qui fait franchir la ligne rouge. Au regard des sommes en jeu, on peut se poser la question dans le cas de la banane plantain au Royaume-Uni en 2016. En effet, l'analyse des flux comptabilisés par Eurostat montre une appétence record des Britanniques pour la banane à cuire de type plantain.

Les importations européennes de plantain sont relativement stables depuis des années. Depuis 2012, les 28 importent entre 73 000 et 86 000 t de ce légume-fruit. Surprise en 2016 lorsque ce montant a bondi de 53 % pour atteindre 131 000 t ! Et c'est la Colombie, elle qui se partage le marché avec l'Équateur, qui fait des étincelles. L'origine latino-américaine a, en effet, doublé ses exportations de plantain vers l'UE. Bizarre, bizarre car, dans le même temps, les douanes colombiennes restent stoïques et annoncent un chiffre comparable à celui des années précédentes.

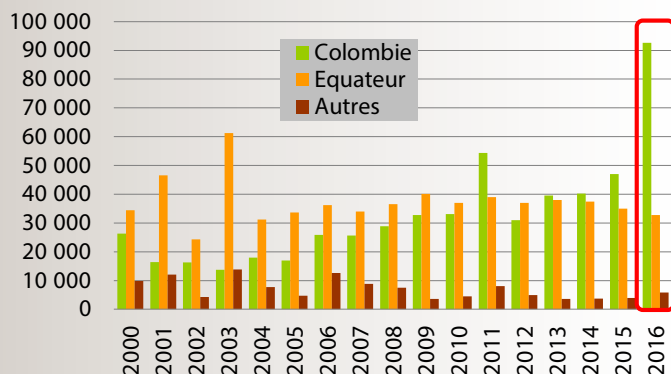
A y regarder de plus près, il s'avère que c'est le Royaume-Uni qui a importé ce surplus de banane plantain et cela durant le 1^{er} semestre 2016. Banane dessert et banane plantain, bonnet blanc et blanc bonnet. Pourquoi couper les cheveux en quatre pour quelques milliers de tonnes ? Eh bien parce qu'aux yeux de la réglementation douanière, les choses sont très différentes. En 2016, la banane dessert en provenance de Colombie devait acquitter un droit de douane de 103 euros/tonne, alors que la banane plantain rentre à droit nul.

En fin de compte, l'addition est salée puisqu'elle atteint 4.7 millions d'euros. Il ne s'agit sans doute que d'une erreur de déclaration en douane. On ne peut pas demander à tous les douaniers de distinguer une banane dessert d'une banane à cuire. Aussi, pour faciliter le travail des importateurs, des transitaires et des services de sa Gracieuse Majesté, on rappellera, et cela gratuitement, les codes douaniers :

- Banane dessert : 08 03 90 10
- Banane plantain : 08 03 10 10

Pour les 4.7 millions d'euros, le négociateur en chef du Brexit n'aura qu'à ajouter cela à la facture de 40 à 60 milliards d'euros que l'UE demande au Royaume-Uni.

Plantain - Union européenne - Importations
(en tonnes / source : Eurostat)





ConHexa

Value added logistics



Notre métier
vous conserver



Acheminer



Conserver



Value added logistics



Distribuer et transporter



Plus de 40 ans
d'expérience à
votre service

15, Chemin Des Cendres
59114 Steenvoorde
France

T. 00 33 (0) 328 438 438
info@conhexa.com
www.conhexa.com

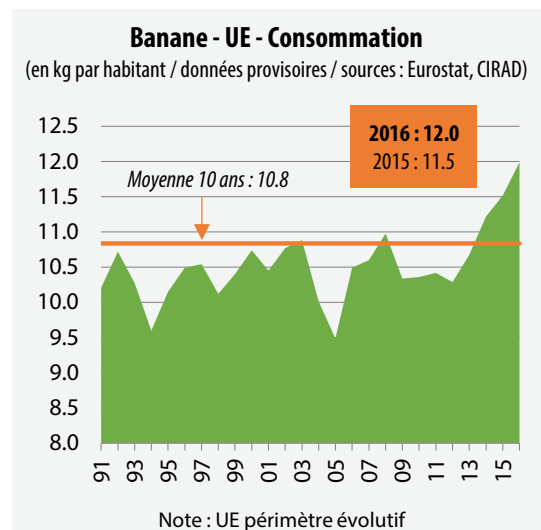
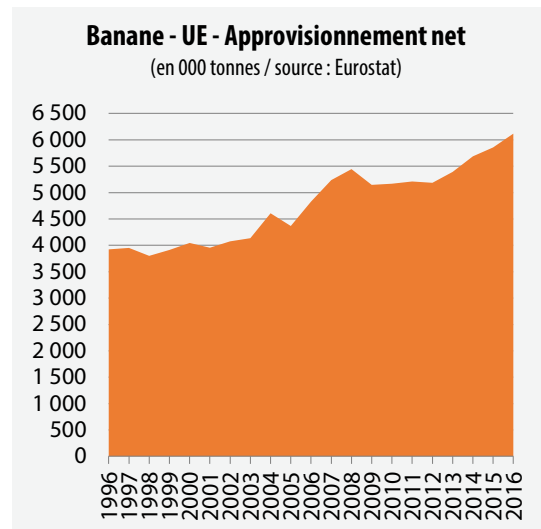
Merci aux NEM

Mais passons d'une analyse macro à une analyse plus micro et voilà que l'exaltation retombe. Car si tout va bien pour l'UE à 28, c'est l'arbre qui cache la forêt. En changeant de focale, les choses sont beaucoup plus complexes et moins roses. Si augmentation colossale il y a, c'est avant tout dû au processus de rattrapage de consommation dans les Nouveaux États Membres (NEM). Très en deçà de la moyenne européenne, la majorité de ces pays grappillent chaque année quelques centaines de grammes par habitant. Pour certains, la marge est encore conséquente avec des niveaux de consommation 3 à 4 fois inférieurs à la moyenne européenne. Difficile d'être très précis tant il est délicat de repérer et d'analyser les flux intra-communautaires, mais on peut affirmer que les ordres de grandeur sont au moins corrects.

A titre d'exemple, on peut citer la République tchèque qui est passée de 8.3 à 12.4 kg par habitant entre 2012 et 2016 ou encore les Pays baltes dont la consommation a pris 4 kg pour passer de 6.9 à 11 kg. La contre-performance de la Pologne, premier marché en volume de l'Est de l'UE (270 000 t en 2016), qui a réduit sa consommation de près de 1 kg, est préoccupante. Cependant, elle découle sans doute des effets de l'embargo russe sur les fruits et légumes européens, catastrophique pour la Pologne, grand producteur de pomme et exportateur traditionnel vers la Russie. En 2013, 676 000 t étaient exportées vers la Russie, contre seulement 116 t en 2015 et 156 t en 2016 ! Si la banane reste un produit ultra compétitif au détail, et malgré des contournements avérés de l'embargo via la Biélorussie, la concurrence de la pomme est inévitablement plus rude dans ces circonstances. En outre, en 2016 les prix import sont restés fermes au moins jusqu'en septembre, ce qui a sans doute freiné quelques ardeurs. De plus, le zloti polonais s'est légèrement déprécié face à l'euro, tombant à un plus bas depuis 2011 et renchérissant d'autant la valeur des importations.

Malgré ce couac, la consommation annuelle par habitant dans les NEM est passée de 5.3 à 7.6 kg, sur la durée du cycle actuel de croissance qui a débuté en 2012. Les écarts sont encore considérables entre les marchés à maturité comme la France ou l'Allemagne et ceux en plein boom, mais ils se réduisent d'année en année. C'est une bonne chose pour l'équilibre du marché bananier, car les quantités absorbées sont, par définition, produites et seraient dans tous les cas mises en marché et notamment en Europe. En effet, le marché européen se caractérise par de multiples opérateurs, ce qui favorise les comportements parfois économiquement déraisonnables, et les barrières tarifaires et non tarifaires sont peu contraignantes du moment que l'on paie le droit de douane.

La vision par trop mécaniste et théorique qui veut que les courbes d'offre et de demande s'ajustent instantanément par le prix, ne s'applique pas au secteur de la banane. En tout cas, l'ajustement est long et souvent très douloureux. D'autant que les acteurs sont nombreux, que leurs stratégies individuelles peuvent être largement contradictoires, qu'ils répartissent leurs risques en diversifiant leurs débouchés, que les maillons intermédiaires ne prennent pas forcément tous les risques de marché, que les compétitivités relatives de chaque origine et chaque opérateur sont différentes (structure de coût, taux de change, productivité, etc.). De plus, certaines origines sont en pleine replantation après des dégâts climatiques, quel que soit le niveau de l'offre à leur retour sur le marché. Bref, le navire bananier mondial lancé à plein régime, comme c'est le cas actuellement, a une inertie qui empêche des virements de cap trop rapides et trop radicaux.





LA QUALITÉ, UN INVESTISSEMENT POUR LE FUTUR



Du Roi Laboratory, créé en 1994, est spécialisé dans la production et la distribution de vitroplants de bananiers indemnes de tous virus et maladies.

Des sélections clonales uniques issues de notre parc de pieds-mères, commercialisées avec succès.

Du Roi Laboratory produit annuellement plus de 6 millions de plants de banane vendus en Afrique du Sud, en Afrique de l'Ouest, en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et Amérique centrale et du Sud.

Bien plus que des plantes

www.duroilab.co.za • Tel +27 15 345 1217

Directeur marketing
Alan Davson • alanne@mweb.co.za



Bond de la consommation début 2017

Pour éviter un naufrage, plus prosaïquement un effondrement des prix, la demande mondiale doit donc continuer à croître à un rythme soutenu. C'est évidemment une fuite en avant, mais on ne voit pas d'autre solution, à part l'ajustement brutal par les prix. Seules l'UE et la Russie ont tiré la croissance, les États-Unis et le Canada étant en panne ainsi que le Japon. Pour la Russie, l'augmentation a été violente, mais salvatrice : + 10 % sur un an à 1 356 000 t. C'est un record absolu (cf. encadré Russie). La consommation par habitant tangente les 10 kg, contre 6 kg au milieu des années 2000. C'est d'autant plus satisfaisant que ce pays continue de s'approvisionner uniquement en Équateur, pays dont les réserves d'offre sont les plus importantes. Cependant, il est difficile de croire que le marché russe puisse continuer de croître à ce rythme, à moins que les réserves de change de ce pays s'améliorent à l'occasion de la reprise de la hausse des cours du pétrole, mais rien n'est moins sûr.

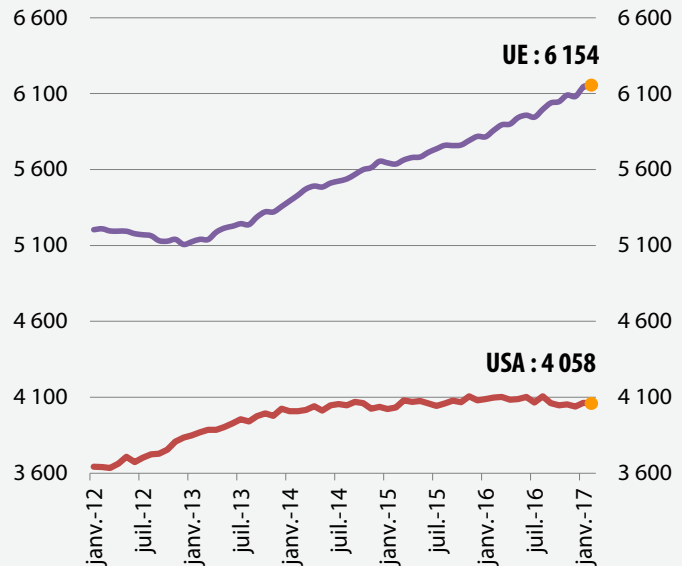
Reste l'UE. Continuera-t-elle à tirer la demande mondiale ? Les premiers mois de 2017 prouvent sans conteste que cela peut encore être le cas. En effet, les importations ont grimpé de 11 % sur le premier bimestre de 2017, Équateur (+ 15 %) et Costa Rica (+ 37 %) en tête. Côté ACP, la tendance est excellente pour la Côte d'Ivoire (+ 12 %), le Belize (+ 30 %) et le Ghana (+ 25 %). Première origine ACP, la République dominicaine affiche un déficit conjoncturel de 16 %, mais qui va se combler rapidement tant la dynamique de replantation est bonne après les inondations monstres de fin 2017. Si l'on additionne les bananes produites sur le sol européen à celles importées, le gain est plus modeste, mais reste conséquent puisqu'il dépasse 7 %. Rappelons que, sur l'ensemble de l'année 2016, tout le monde avait applaudi une hausse spectaculaire de 4.5 % (hors effet « plantain »).

C'est également bien reparti aux États-Unis où le premier bimestre est solide avec + 3 %, mais en trompe l'œil car l'exceptionnel mois de janvier (+ 8 %) fausse la tendance. Cependant, ne boudons pas notre satisfaction de voir les deux leaders mondiaux à l'importation absorber davantage de volumes, surtout que la Russie semble accompagner la tendance. Selon les chiffres de l'Observatoire des marchés du CIRAD, elle aurait importé 3 % de plus au 1^{er} trimestre 2017 par rapport à la même période de 2016, et même + 14 % si l'on se réfère à la moyenne triennale.

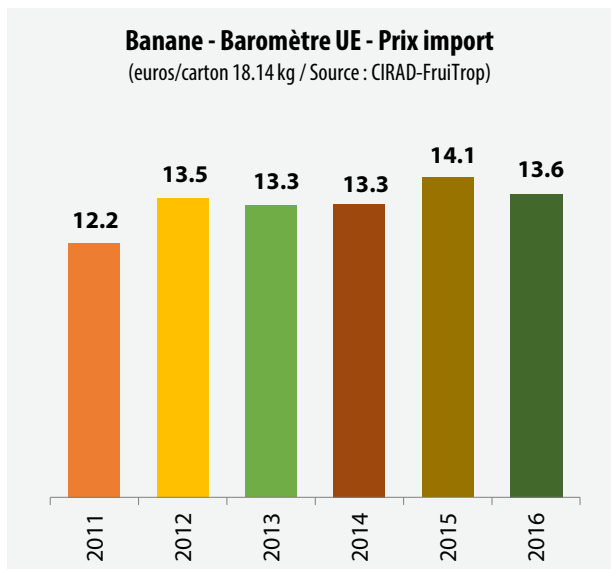
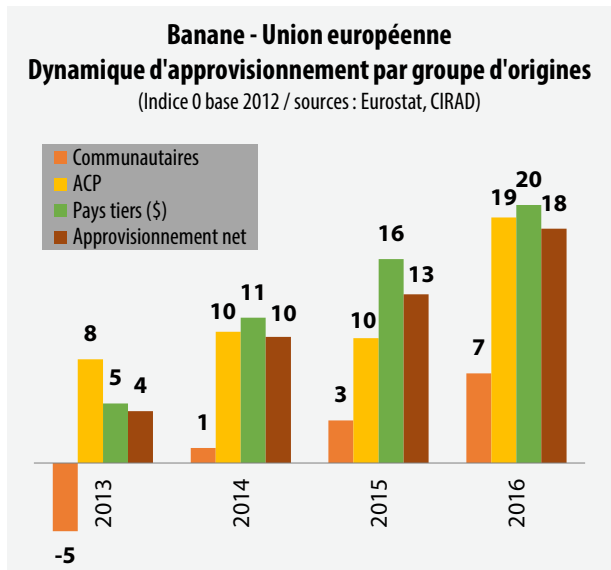
Banane - UE & USA - Approvisionnement

12 mois glissants (mars à février)

(en 000 tonnes / sources : Eurostat, douanes, CIRAD)



© Jean-Marc Deboin



14 semaines de patience

Tout se passe donc parfaitement bien sur la planète banane. L'importation augmente partout, même si on ne peut pas encore parler de tendance lourde sauf pour l'UE. La satisfaction est-elle pourtant totale ? Non, au regard de l'érosion des prix au cours du 1^{er} trimestre. En effet, il a fallu attendre 14 semaines pour que certains marchés européens retrouvent les niveaux, certes très satisfaisants, de 2015 ou 2016. Sur les deux premiers mois de l'année, il est facile de faire le rapprochement entre volume et valeur. En janvier, l'importation a fait un bond de 16 % d'une année sur l'autre, entraînant une chute de 32 % du prix vers dans l'UE (référence Baromètre UE CIRAD-FruiTrop). Même constat en février avec une chute des prix moins lourde (- 11 %), reflétant probablement une augmentation des importations moins forte (+ 6 %).

Deux points sur une courbe ne font en rien une tendance mais, en ce début 2017, il n'est point besoin d'économétrie pour établir la relation négative entre volume et prix. On peut aussi vérifier cette relation sur d'autres marchés comme celui de la France ou de l'Espagne. Commençons par l'Espagne où 2016 fut pour les opérateurs une *annus horribilis*. En effet, il faut remonter à 2010, et même jusqu'à 2004, pour trouver un prix import moyen annuel de 14 euros/carton (catégorie Plátano de Canarias Super Extra). C'est plus de 2 euros de moins qu'en 2015 et même 3 euros de moins qu'en 2014. Sans surprise, la production canarienne en 2016 a atteint un nouveau record à 417 000 t. Les deux dernières années où la production fut aussi importante sont, comme c'est curieux, 2004 et 2010. Il est vrai que l'Espagne n'est pas l'Europe. Son marché est anachronique puisqu'il réserve une place privilégiée à sa production nationale (Plátano de Canarias). Le chauvinisme des consommateurs les pousse même à les payer 50 % plus cher que la vulgaire *banano* (toutes les autres origines y compris communautaires).



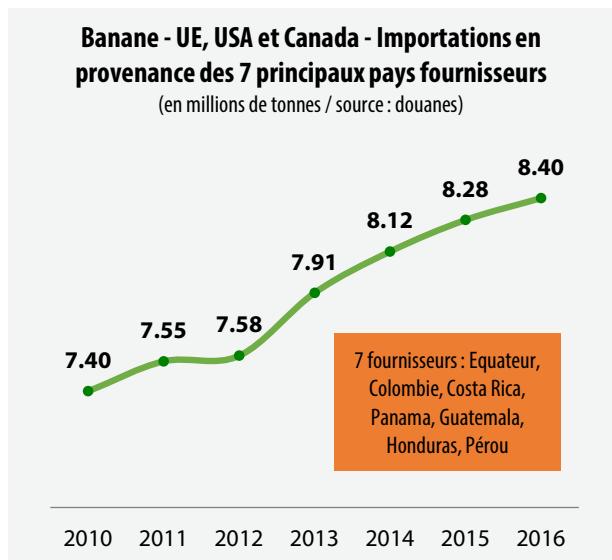
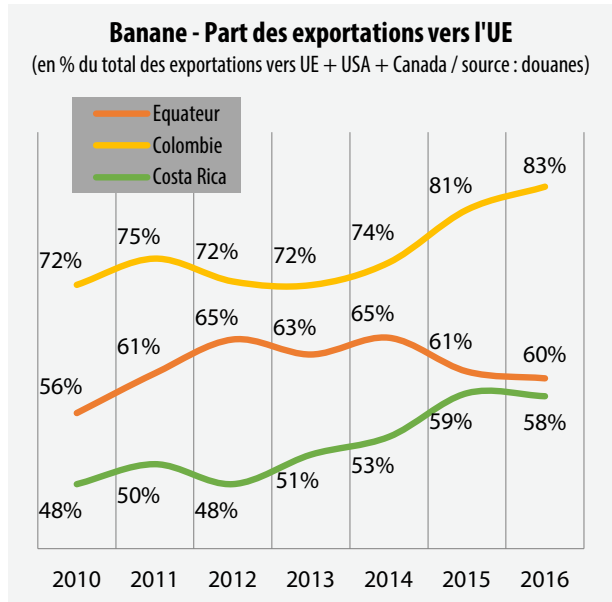
© Pauline Feschet

France : le coup de la panne

Observons maintenant la France qui, tout en consommant une partie de sa production nationale comme l'Espagne, est aussi largement ouverte aux bananes ACP et dollar de toute provenance. Et là pas de favoritisme à la mode ibérique. C'est avant tout le prix qui compte, malgré la tentative réussie, mais récente et limitée en volume, de démarquer la banane de Guadeloupe et de Martinique (initiative Francité, voir **FruiTrop** n°237). Que constatons-nous ? Les volumes consommés en 2016 ont baissé (- 2 %), mais les prix import sont restés identiques à ceux de 2016, d'un niveau considéré par tous comme correct. C'est dans la 4^e partie de l'année que les choses ont commencé à dérapier, lorsque la pression des volumes est devenue plus forte sans avoir en face une bonne dynamique en termes de demande. CQFD. Les deux premiers mois de 2017 en France confirment cette relation antagoniste entre volume et prix, relation ô combien classique en économie et qui se vérifie parfaitement.

Il est évident que le marché de la banane n'est pas isolé du reste de l'économie. Il est donc influencé par l'offre en produits concurrents, tout comme il influence les autres marchés. D'autres facteurs très classiques l'affectent. Le taux de change, par exemple, qui favorise les importations de la zone franc (Cameroun et Côte d'Ivoire) ou de la Colombie. Les effets sont puissants pour ce fournisseur qui a tout loisir de vendre aux États-Unis, quasi voisins, ou en Europe. Il semble avoir fait son choix, puisqu'il a destiné 83 % de ses exportations totales à l'UE en 2016. Ce chiffre n'était que de 72 % en 2013. On peut évidemment trouver des facteurs explicatifs divers et variés, mais il semble bien que l'effet de change soit majeur dans cet arbitrage.

Nous détaillerons dans la suite de ce dossier la dynamique d'approvisionnement des grands marchés mondiaux par origine. De manière générale et sur la longue période, on peut tirer quelques enseignements de l'étude des flux de banane, notamment vers l'UE. Si le marché européen a gagné plus de 900 000 t depuis 2013, cela a surtout profité aux origines dollar, ainsi qu'aux ACP. Du fait de leur poids sur le marché (70 % de parts de marché), les bananes dollar ont capté l'essentiel de l'augmentation, soit 700 000 t. Les ACP se sont emparés d'une grande partie du solde (190 000 t). La production européenne s'est contentée de la peau de chagrin (45 000 t). En parts relatives, c'est une toute autre affaire. Les fournisseurs ACP font jeu égal avec les origines dollar. La preuve, si l'on part d'un indice 100 pour tous en 2012, en 2016 il grimpe à 120 pour les origines dollar et à 119 pour les origines ACP. Seule la production européenne confirme sa marginalisation mais, avec un indice 107, elle reste en terrain positif malgré ses handicaps structurels.



Valeur ajoutée contre gain de productivité et inflation

Terminons ce tour d'horizon général, qui semble plutôt positif, par une note un peu plus pessimiste. Cinq années de prix relativement bons et surtout stables ont, en effet, agi comme un puissant anesthésiant sur les opérateurs intermédiaires. Tout laisse croire que Maât, déesse égyptienne de l'ordre et de l'équilibre, se serait penchée avec bienveillance sur le berceau du marché bananier européen et que, le dieu Isfet, son antithèse, ne serait plus qu'un très mauvais et lointain souvenir du temps où le marché était géré avec médiocrité à coups de contingents et de droits de douane, voire de règles nationales.

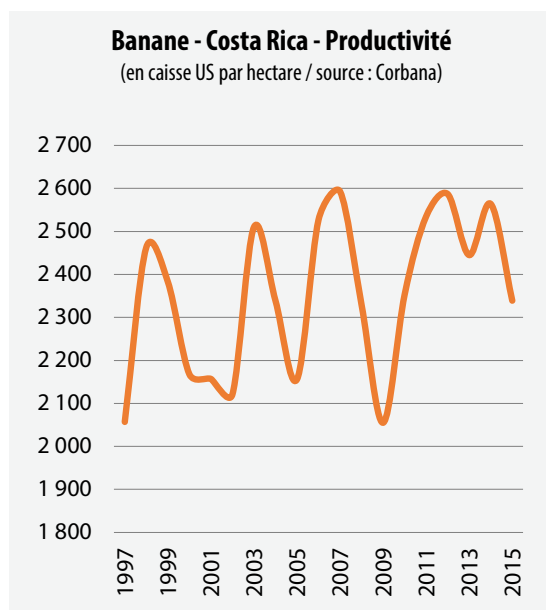
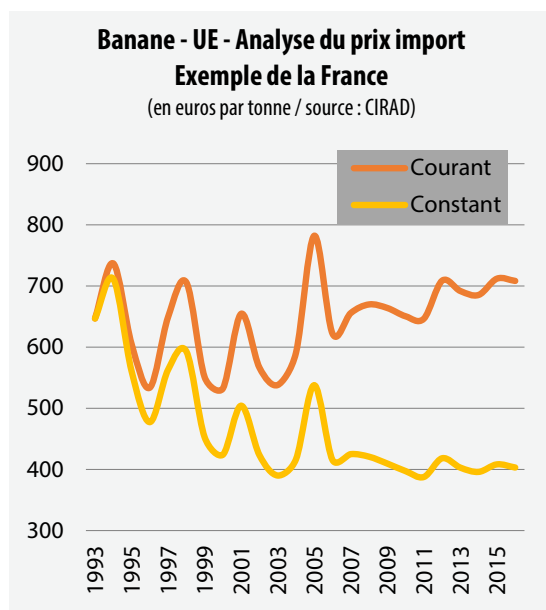
Lourde erreur que de penser trop positif. Isfet se cache dans les détails. Si dans les économies européennes, restées au bord de la déflation durant des années, on peut s'abstenir de regarder les prix en mode constant sur une courte période, il est inconscient de ne pas tenir compte de l'inflation sur la longue période (quelques années). C'est elle qui grignote le pouvoir d'achat des ménages comme des opérateurs. Et cela d'autant plus que la chaîne de valeurs dans laquelle le produit s'insère est mondialisée. Aussi, au moins pour la partie aval de la filière, l'analyse en euro constant est un passage obligé. Afin de pousser encore un peu plus l'analyse par origine, on pourrait même envisager d'utiliser la méthode de la parité de pouvoir d'achat. Cela permettrait de comparer entre pays la valeur du produit. Mais contentons-nous de la simple prise en compte de l'inflation. Ce modeste calcul livre déjà de très puissants enseignements.

Rappelons une fois encore que, depuis 1993, le prix au stade import de la banane en euro courant n'a cessé de s'effriter. Qu'on soit en euro constant de 1993 ou de 2006, la tendance à la perte de valeur ajoutée n'a jamais été démentie. Sur la longue période (24 ans), le prix constant à l'importation a perdu près de 40 % de sa valeur, passant de 650 à 400 euros/tonne. Comme dans toute industrie, on peut considérer que les systèmes de production ne sont pas restés à l'écart des gains de productivité. Toutes choses égales par ailleurs (prix de l'énergie, coût de la main d'œuvre, coût des traitements, répartition de la valeur ajoutée, taux de change, etc.), il y a une part de cette baisse de 40 % qui a été absorbée par l'évolution favorable du rendement export à l'hectare, par exemple. Ce n'est pas le seul ratio qui renseigne sur la productivité, mais c'est un des seuls pour lesquels nous disposons de séries historiques. Pour le Costa Rica, sur une période d'un peu moins de 20 ans, la productivité a progressé de moins de 8 %, passant d'une moyenne de 2 300 caisses/ha à la fin des années 1990 à 2 500 caisses/ha en 2015. Certes, c'est sans doute avec le Guatemala le pays qui a la plus forte productivité au monde. La situation est sans doute différente en Colombie ou en Équateur et les gains plus conséquents car leur productivité est plus faible. Cependant, cela n'explique pas l'intégralité de la baisse du prix constant.

Si on ne peut pas expliquer l'intégralité de la baisse de valorisation par la productivité, il semble donc bien qu'il y ait eu destruction de valeur ajoutée dans la filière. Reste à l'évaluer. Le consommateur est évidemment un des grands gagnants de cet appauvrissement des filières de production et de commercialisation. Un des objectifs de la politique européenne a donc été couronné de succès, aux producteurs notamment d'en payer le prix.



© Régis Domergue



Banane — Union européenne — Evolution de l'approvisionnement – En tonnes

Année	Type ou origine des bananes			Sous-total	Exports	Approvisionnement net
	Communautaires	ACP	Autres (\$)			
1996	684 605	798 109	2 471 263	3 953 977	30 598	3 923 379
1997	810 537	692 731	2 464 412	3 967 680	16 571	3 951 109
1998	786 232	614 459	2 426 419	3 827 110	26 448	3 800 662
1999	729 303	688 170	2 522 455	3 939 928	27 359	3 912 569
2000	782 176	770 095	2 528 170	4 080 441	35 327	4 045 114
2001	767 268	747 131	2 474 665	3 989 064	34 284	3 954 780
2002	790 622	738 439	2 554 508	4 083 569	8 011	4 075 558
2003	765 416	797 269	2 578 827	4 141 512	6 020	4 135 492
2004	758 206	782 979	3 077 361	4 618 546	11 029	4 607 517
2005	648 375	763 974	2 959 463	4 371 812	4 970	4 366 842
2006	641 559	889 176	3 306 538	4 837 273	8 386	4 828 887
2007	554 734	842 959	3 848 266	5 245 959	9 270	5 236 689
2008	567 560	918 923	3 968 269	5 454 752	10 002	5 444 750
2009	608 048	958 326	3 587 737	5 154 111	7 840	5 146 271
2010	659 525	1 023 661	3 492 406	5 175 592	7 437	5 168 155
2011	611 841	978 537	3 628 113	5 218 491	8 169	5 210 322
2012	648 459	982 336	3 559 785	5 190 580	5 237	5 185 343
2013	614 564	1 060 467	3 722 253	5 397 284	5 274	5 392 010
2014	655 980	1 081 268	3 956 190	5 693 438	6 427	5 687 011
2015	669 673	1 076 315	4 116 432	5 862 420	6 556	5 855 864
2016	692 954	1 167 203	4 263 535	6 123 692	6 556	6 117 136

(1)

(2)

(2)

(3)

(1) De 1988 à 1993 inclus : Eurostat + données Commission européenne pour Madère et la Grèce. A partir de 1994 : données aide compensatoire ou POSEI.

(2) Données Eurostat.

(3) Bananes dédouanées (mises en libre pratique) dans un des Etats membres de l'UE-28, puis exportées hors UE-28.

Note générale : avant 1994 : bananes dessert + plantains / A partir de 1994 : bananes dessert. Avant 1995 : UE-12 / De 1995 à 2003 : UE-15 / De 2004 à 2006 : UE-25 / De 2007 à 2013 : UE-27 / A partir de 2014 : UE-28. Pour les bananes ACP et dollar et pour les réexportations, l'étude porte sur les données d'importations extra-communautaires. Dans le but d'obtenir des résultats comparables, les règles de fonctionnement de l'OCM banane (version de 1993) ont été appliquées aux données à partir de 1988.

Source : Eurostat, Commission européenne / Traitement : Observatoire des marchés du CIRAD



© Philippe Mavel

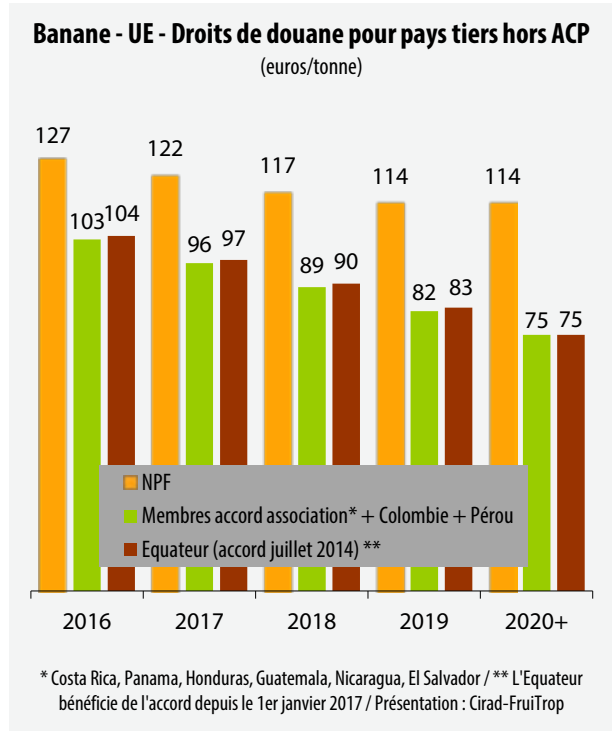
Accords commerciaux : Acte II Scène 1

C'est un des enjeux de la longue période de discussions qui s'ouvre et qui va mener à l'examen de la politique européenne dans le domaine de la banane. La question de la sanctuarisation du droit de douane à 75 euros/t et de l'adaptation des politiques de soutien aux producteurs européens ou de compensation aux producteurs ACP est sur la table. De leur côté, les producteurs d'Amérique centrale et du Sud ont pour objectif le démantèlement total des barrières tarifaires. Une nouvelle bataille juridique s'ouvre. Une période bénie pour les cabinets d'avocats et de lobby qui n'ont pas oublié celle très faste de l'OCMB, qui s'est étendue pour eux du début des années 1990, avant sa mise en place, jusqu'à sa réforme majeure en 2006.

Et les enjeux réglementaires, ce n'est pas ce qui manque. Entre négociations de nouveaux accords commerciaux ou d'association et modernisation des anciens, l'UE ouvre constamment de nombreux fronts. La vigilance est donc de mise quel que soit le pays avec lequel les discussions sont ouvertes et cela pour deux raisons. La première tient au potentiel de production et d'exportation de banane dessert du pays en question et à son statut au regard des accords déjà en cours avec neuf partenaires, tous latino-américains. Pour le Mexique, par exemple, grand pays bananier, il est inconcevable, dans le cadre de la modernisation de l'accord, d'élargir le contingent à droit nul dont bénéficie le pays dans l'UE. Il serait encore plus dangereux, pour l'équilibre de marché, d'abaisser le droit de douane (122 euros/t au-delà de 70 000 t) qui lui est actuellement appliqué en deçà de celui négocié avec la Colombie, par exemple. Car ce faisant, c'est le niveau du droit le plus avantageux qui s'appliquerait immédiatement et automatiquement à tous les signataires des accords, soit quasiment 100 % de l'importation dollar de l'UE. Si le risque est clair pour le Mexique, il est latent pour des pays peu ou pas exportateurs actuellement, comme le Vietnam ou les pays du Mercosur. Le second point de vigilance tient à la règle d'origine. La route des échanges mondiaux est souvent contre-intuitive et faite de transits et de transbordements. Ainsi des bananes équatoriennes pourraient, à la faveur d'un passage dans un port canadien ou américain, être réexportées vers l'UE en perdant toute trace de leur pays de production. Pour contrer ce biais, c'est la règle d'origine qui est classiquement appliquée dans les accords, comme cela a été fait avec le Canada.

Le suicidé se porte bien... pour l'instant

De manière plus conjoncturelle, l'anesthésie provoquée par les aléas climatiques, le taux de change ou l'augmentation du prix de l'énergie va faire son ouvrage. Il est désormais impossible de prévoir une année difficile tant les prévisions ne se



vérifient jamais. Si l'on étudie le secteur dans son ensemble, c'est plutôt une bonne chose. Si l'on regarde la situation individuelle de chaque pays, c'est parfois dramatique. Le cyclone en Martinique et les inondations en République dominicaine de la fin 2016 ou le Niño Costero (fin 2016 et début 2017) au Pérou et en Équateur, ont affecté plus ou moins largement les capacités de production de quelques zones. En ce début de printemps, les gelées tardives (ou gelées noires) sur les fruitiers comme les pommiers dans certains pays européens pourraient faire baisser le niveau de concurrence. Les campagnes européennes de fraise, tardives et mesurées, n'ont pas non plus déstabilisé le marché bananier. Le temps froid persistant a favorisé la consommation de banane.

On suivra tout de même le retour en production des zones qui ont été durement touchées fin 2016, dans ce contexte de démarrage de la saison des fruits à noyau (cerise, abricot, pêche et nectarine). Côté taux de change et énergie, c'est un peu le statu quo pour l'instant, avec des analystes qui attendent le résultat d'élections majeures en Europe et les annonces des mesures de relance de l'économie aux États-Unis.

En résumé, comme le suicidé qui est en train de tomber d'un gratte-ciel, tout va pour le mieux... pour l'instant. Car on ne connaît pas la hauteur de la tour et donc le temps que cela prendra pour arriver en bas. Comme le suicidé, gageons que les opérateurs ne fassent pas complètement leur la maxime archi-convenue : « Carpe diem quam minimum credula postero ». Il s'agit certes de cueillir le jour présent, mais surtout de s'occuper des lendemains qui forcément déchanteront ■

Denis Lœillet, CIRAD
denis.loeillet@cirad.fr

